Monsieur le Président de la République,

Monsieur le Premier Ministre,

Mesdames, Messieurs les Ministres,

Mesdames, Messieurs les représentants syndicaux, associatifs, environnementaux,

Monsieur le Président du Comité économique et social européen,

Messieurs les Présidents de Conseils économiques, sociaux et environnementaux régionaux,

Mesdames, Messieurs,

Au nom de tous les membres du Conseil économique, social et environnemental, je vous souhaite Monsieur le Président la bienvenue et vous présente tous nos vœux de réussite pour votre mandature.

La campagne électorale n'a pas effacé les attentes et les inquiétudes de nos concitoyens, qui sont à la fois lucides sur les défis à affronter mais incertains quant à leur capacité à les surmonter, à la fois désireux de changer un système à bout de souffle mais pessimistes quant à leur avenir collectif et méfiants envers celles et ceux qu'elle mandate pour le construire.

La réalité s'impose à tous : Est-ce la croissance qui tuera la dette ou la dette qui tuera la croissance ? L'Europe va-t-elle exploser sous la sanction des marchés ou l'irritation des peuples ? Le sommet de Rio+20 ne sera-t-il que le constat d'échec au regard des objectifs fixés ou enfin la concrétisation de promesses toujours repoussées ? Les hivers de la démocratie succèderont-ils aux printemps arabes ?

Chacun des membres du CESE, qu'il soit issu du mouvement associatif, écologiste, syndical, mutualiste, coopératif, qu'il représente les jeunes, les agriculteurs, les artisans, les salariés, le monde de l'entreprise, les métropolitains et les domiens, appréhende la gravité de la situation, sent ou pressent que tout peut arriver, même le pire, et mesure la responsabilité qui est la sienne pour aider la France, l'Europe à surmonter les défis dont l'ampleur et la proximité sont souvent sous estimées.

Les événements écrivent les plus belles pages de l'histoire politique, les circonstances façonnent et grandissent les hommes politiques. Winston Churchill avait coutume de dire que le politique pense à sa prochaine élection lorsque l'homme d'Etat pense à la prochaine génération.

Nous avons une responsabilité collective vis à vis de notre jeunesse - thème qui vous est cher et auquel nous consacrerons la seconde partie de notre séance plénière cet après midi. Notre bilan est peu glorieux à leur égard, cumulant une dette financière, écologique, sociale… et également morale.

Cette responsabilité impose de cultiver nos convergences plutôt que d'attiser les braises de nos différences, de laisser la lucidité et le courage guider nos actions et nos réflexions, quitte à bouleverser nos idéologies, nos analyses, nos intérêts. Sacrifier l'avenir pour prolonger le confort du présent ne nous honore pas.

Le futur n'apparaît plus comme le prolongement du temps présent mais comme sa remise en cause. Les uns et les autres, liés par nos intérêts personnels, catégoriels et corporatistes, parfois prisonniers de notre confort intellectuel ou matériel, défendons alors avec plus de vigueur encore ce système que nous savons pourtant dépassé.

Notre difficulté à anticiper, à écrire, à accompagner un changement devenu nécessaire n'est pas sans conséquence et augmente les risques de rupture. Pour autant, je suis convaincu que notre société n'est pas en crise mais en métamorphose et que derrière l'ancien système perce avec douleur et discrétion de nouveaux modèles.

Notre contrat social fondé sur une économie de plein emploi et une notion d'actif strictement économique doit être repensé. Les nouvelles croissances, dans le domaine de l'immatériel, de la technologie, de l'environnement vont bouleverser notre économie. Notre système éducatif ne pourra uniquement reposer sur la transmission verticale du savoir sans chercher à éveiller les consciences. La raréfaction des ressources naturelles doit nous amener à revoir nos pratiques tout en assurant notre indépendance énergétique et alimentaire.

Ces mutations apparaissent trop souvent comme le chemin expiatoire après 30 années d'insouciance. Elles sont pourtant un chemin d'espérance vers un monde nouveau ; Il nous faut aujourd'hui rechercher une forme de résilience pour anticiper les transformations nécessaires avant d'atteindre le point de rupture. La cohésion et la vitalité sociale sont alors primordiales pour résister à ces perturbations sévères. La France a toujours mis sa puissance au service de son Indépendance, garante de son modèle de société. Il n'est donc pas question de défendre un pouvoir par nature éphémère mais de continuer à faire vivre des valeurs à vocation universelle,

à faire exister un modèle de société partagé entre un espace public où chacun vit librement selon des règles communes et un espace privé où chacun vit selon ses propres règles.

Notre société est en panne d'une utopie positive, d'une espérance collective, d'un chemin à emprunter pour regagner la grandeur des causes. Les équations de la République sont à redéfinir : le parcours républicain offrant à chacun une place et un avenir à la mesure de ses potentialités et de sa détermination se trouve en concurrence avec des parcours parallèles qui promettent une réussite économique rapide, une respectabilité sociale mais se nourrissent de la misère humaine et de l'impuissance de la République. Le ciment républicain qui gomme les différences et les origines pour unir des individus d'inégales facultés mais d'égale dignité, s'effrite.

Notre société est tiraillée : entre un désir d'uniformité et le respect de la diversité, entre un avenir européen et un attachement national, entre la confiance et la méfiance. Elle hésite entre les différents modèles de croissance, entre les exigences de son économie ou sa protection sociale ? Ses territoires se morcellent entre une expansion urbaine et un difficile renouveau rural, entre des identités nationales et régionales, entre une volonté de centralisation et une appétence pour le local.

Le décrochage de la performance économique et sociale, pire le découplage entre la performance économique et la performance sociétale nourrissent la révolte des sociétés.

Outre atlantique, les étudiants sont parmi les plus endettés, le rêve américain d'un pays de propriétaires est devenu cauchemar depuis la crise des subprimes, ce pays se fragmente entre territoires et entre communautés, et n'offre un espoir qu'aux bien portants et ceux qui ont un emploi.

Je rencontrais la semaine dernière des jeunes mineurs en déshérence de 10-13 ans et les invitait à se projeter dans l'avenir. Le rêve qu'ils exprimaient était : une maison, un travail, une famille. Vont-ils voir ce rêve s'éloigner ou leur permettrons-nous de l'exaucer ?

Les marchés sont inquiets, moins par le montant de la dette que par l'incapacité politique à la réguler. Rassurer les peuples est devenu aussi essentiel que rassurer les marchés, face à un système qui véhicule plus de souffrance que d'espérance et dans lequel le quotidien est devenu un combat.

Toutes ces préoccupations sont au coeur des travaux du CESE : cet après midi sur les droits sociaux des jeunes, demain sur la dette, il y a peu sur la formation professionnelle, la compétitivité, les sommets de Durban, du G20 et Rio+20, bientôt sur l'enseignement supérieur et la transition énergétique.

Notre chemin est tracé, nous souhaitons travailler autour de la notion de progrès soutenable: Comment repenser notre solidarité quand la croissance est faible ? Comment repenser notre croissance dans les limites des ressources de la Planète ? Comment repenser l'Europe comme projet politique dépassant les souverainetés nationales ?

Monsieur le Président, les choix que vous devrez effectuer sont redoutables. Mais vous n'avez rien à redouter s'ils sont justes et pertinents et si les français en comprennent les enjeux.

Nous vivons tous sous la pression des émotions et de l'urgence quand l'avenir appelle vision à long terme et convictions.

La vision nourrit un projet, une adhésion populaire, une responsabilité collective et citoyenne qui repose sur des convictions. Elle s'alimente de débats, de confrontations, d'expertises et rejette le calcul. Le crédit de la parole publique passera par la qualité et l'objectivité des expertises publiques.

Notre démocratie a besoin de lieux de dialogue neutres et indépendants pour s'affranchir des postures, du conformisme, de l'hypocrisie et retrouver apaisement, confiance mutuelle, esprit d'innovation.

Notre démocratie a besoin d'enrayer la spirale du conflit où des acteurs en faiblesse viennent chercher une tribune et y abandonnent leur crédit.

Notre démocratie a besoin de s'extraire de la dictature de l'urgence et de l'émotion pour retrouver vision et pensée stratégique à long terme.

C'est le débat public qu'il faut restaurer, et le CESE, force de proposition de la société civile organisée, y contribue.

Il peut être ce lieu dédié au temps long et au dialogue permanent. Ce lieu où l'on construit collectivement la France de demain. Ce lieu où l'on s'efforce de concilier la performance

économique, la performance sociale, la performance environnementale. Ce lieu rare et peut être unique où la culture du dialogue permet de n'exclure aucun sujet même le plus délicat. Ce lieu au coeur de la citoyenneté qui peut répondre à la demande croissante de nos concitoyens de participer à la décision publique car la solidité des institutions ne repose plus uniquement sur leur légitimité mais sur la vitalité du débat citoyen qu'elles parviennent à nourrir.

Vous avez affirmé, Monsieur le Président, votre attachement à la concertation, au rôle des corps intermédiaires, votre volonté d'apaisement et de dialogue. Le CESE est prêt à relever le défi. Le défi de la mobilisation et de la réconciliation.

Vous aspirez à une gouvernance moderne et modeste en résonance avec les souhaits et parfois les écœurements de nos concitoyens.

L'Assemblée réunie devant vous dans sa configuration de séance plénière partage vos préoccupations et a déjà réalisé d'importants efforts en ce sens pour plus de transparence. Nous avons engagé des actions pour conjuguer notre légitimité institutionnelle et notre utilité citoyenne. Une étude interne bientôt finalisée tend à prouver qu'un tiers des propositions émises par le CESE sur les dix dernières années ont été prises en compte dans la loi et le règlement. Respectant la parité, ayant intégré les représentants des mouvements étudiants, de la jeunesse, de la protection de l'environnement, nous pouvons depuis la révision constitutionnelle être saisis par les présidents des deux Assemblées – nous avons d'ailleurs à ce titre une saisine en cours sur le coût de l'autisme – et par voie de pétition citoyenne dont le seuil actuel de 500 000 signatures pourrait être abaissé afin de devenir une modalité de saisine à part entière et non plus une façade.

Par votre présence aujourd'hui dans cet hémicycle, par votre souhait de tenir la conférence sociale des 9 et 10 juillet ici même au Palais d'Iéna, vous témoignez Monsieur le Président votre considération à notre Assemblée et affirmez votre conviction que nous ne pourrons réussir qu'ensemble. Nous la partageons !

Notre Conseil est une Institution moderne, utile en ces temps tourmentés, amenée à jouer un rôle croissant pour restaurer la vitalité sociale, condition nécessaire de notre destin commun.

Nous sommes maintenant, Monsieur le Président de la République, désireux de vous entendre.